

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 80 (1992)

Heft: 4

Artikel: Pour que la ville ne soit plus jungle

Autor: Tendon, Edwige

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-279968>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pour que la ville ne soit plus jungle

Rentrée d'exil dans un pays où presque un quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, Maria Julia Alcoba a choisi le combat pour les femmes.

Serré entre le Brésil et l'Argentine, l'Uruguay est le plus petit pays de l'Amérique du Sud. Une exigüité toute relative à nos yeux, puisqu'il est tout de même quatre fois plus grand que la Suisse. En revanche, il est deux fois moins peuplé. Il n'y a que Montevideo, la capitale, qui éclate littéralement sous le nombre de ses habitants: immense hydre tentaculaire, elle absorbe à elle seule près de la moitié de la population.

C'est dans cette mégapole que s'est établie Maria Julia Alcoba à son retour d'exil en 1985. Syndicaliste de la première heure, elle avait dû se réfugier à l'étranger pendant les années noires de la dictature militaire, avec pour tout bagage une conscience aiguë de la précarité de la condition ouvrière. Féministe, à cette époque-là, Maria Julia? «Pas encore, pas vraiment, même si je sentais confusément que conjugée au féminin, la condition ouvrière était encore plus intolérable. J'ai aussi compris très tôt que si les syndicats se battaient pour améliorer le sort des ouvriers, ils avaient une méconnaissance totale des problèmes spécifiques que rencontrent les femmes dans le monde du travail.

J'ai découvert le féminisme en Espagne. Mais les femmes restées au pays sous la dictature ont fait un cheminement identique. Elles ont mené leur propre combat et enclenché un processus de libération irréversible. Lorsque nous sommes rentrées d'exil, nous n'avons pas trouvé un terrain en friche. A cet égard, l'appui idéologique de Simone de Beauvoir a été déterminant.»

Le parcours scolaire de Maria Julia Alcoba? Plutôt chahuté. Catapultée dans le monde du travail à peine sortie de l'enfance, elle n'avait guère eu le temps d'ac-

quérir l'essentiel. Qu'à cela ne tienne! Elle mettra à profit son séjour en Espagne pour entreprendre des études psycho-sociales. Formation idéale, pour qui veut se battre sur le terrain.

«Latina» jusqu'au bout des doigts, moral d'acier en prime, Maria Julia Alcoba connaît tout des problèmes sociaux liés à la vie dans un pays où 22% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. «Le taux de chômage est très important, l'inflation galopante et les femmes sont les plus touchées, en particulier les cheffes de famille et les femmes de couleur. Il n'est pas rare qu'elles soient si démunies qu'elles n'ont d'autre alternative que de vivre dans la rue.»

Pignon sur rue

C'est justement pour aider les femmes au bout du rouleau, pour leur apprendre leurs droits, les remettre en selle en leur facili-

tant l'insertion dans le monde du travail qu'a été fondé en 1984, donc un an avant l'effondrement de la dictature, l'Institut femme et société*, une des organisations non gouvernementales uruguayennes où Maria travaille en qualité de consultante en planning familial. Il s'agit là d'une de ses nombreuses activités, car elle milite plus que jamais dans les rangs syndicalistes et féministes et trouve encore du temps à consacrer aux déshérités d'Emmaüs, de Caritas et d'ailleurs.

L'Institut femme et société a pignon sur rue depuis 1987, grâce à la générosité d'un groupe de femmes suédoises. «Mais le travail accompli avant que nous ne soyons dans nos propres murs a été très important. En particulier dans les syndicats et dans les paroisses, où nous avons pu organiser des réunions qui ont remporté un franc succès. Les sujets abordés? Ceux dont les hommes ne se préoccupaient pas trop, comme la sexualité, par exemple. Le taux de fréquentation de nos réunions les a d'ailleurs piqués au vif, car à leurs assemblées, il n'y avait jamais autant de monde», relève-t-elle gaiement.

«Aujourd'hui, l'institut dispose non seulement d'une antenne juridique, d'une consultation gynécologique, d'un centre de la santé, mais également d'un service d'assistance psychologique où travaillent en permanence six psychologues et une psychiatre. Nous avons aussi mis sur pied un centre de formation «non traditionnelle», où sont formées des artisanes, aussi bien des peintres en bâtiment que des ébénistes. Mais pas des couturières... Quelques unes de nos ébénistes se sont regroupées en coopérative pour la fabrication de chaises. Notre ambition, c'est d'offrir la palette la plus large possible de services aux femmes.



Aider celles qui sont au bout du rouleau...

(Photo HCR)

J'aimerais ajouter encore que c'est un groupe de femmes allemandes qui nous a permis de mettre sur pied ce centre de formation».

FS – *Quels sont vos moyens pour informer le public de votre existence?*

MJA – Essentiellement le bouche à oreille, qui fonctionne très bien. Certains avocats, des psychologues envoient leurs clientes chez nous; d'autres instituts nous adressent des femmes dont l'état de santé, aussi bien physique que psychique, est très délabré. L'année dernière, nous en avons accueilli près de deux mille. La presse se fait aussi l'écho de nos activités. Et puis nous avons notre propre journal, *Paulina*, qui paraît une fois par trimestre et pour lequel nous avons reçu un appui du Grand-Lancy.

La presse féministe, parlons-en. D'abord elle est abondante. Et pas toujours dépourvue de moyens. *La Republica de las Mujeres*, par exemple, dans laquelle Maria Julia Alcoba écrit de façon ponctuelle, est encartée dans l'édition dominicale de *la Republica*, qui tire à... 60 000 exemplaires. Il n'y a pas un zéro en trop. Vous avez bien lu: soixante mille exemplaires. De quoi faire rêver toutes les féministes de Suisse romande et d'ailleurs...

«Le premier numéro de *la Republica de las Mujeres* a été publié en 1988, sous l'impulsion de la femme du directeur de *La Republica*, une avocate féministe argentine, exilée au Mexique sous la dictature. *La Republica de las Mujeres* est lue non seulement par les abonné-es et les acheteurs-euses au numéro, mais aussi par les



Maria Julia Alcoba.

employés-es de maison qui le lisent chez leur patronne. Il a donc un excellent taux de pénétration avoue Maria Julia, «marketing» en diable. Les sujets abordés dans les douze pages hebdomadaires? Multiples et variés, et d'excellente tenue. Nous avons recensé des dossiers pointus sur des thèmes brûlants (santé, travail, violences faites aux femmes, éducation sexuelle, sida, clocharisation des femmes, écologie, etc.), mais aussi des nouvelles venues d'ailleurs. La correspondante genevoise** du journal y a longuement évoqué notre grève du 14 juin. Il y a aussi une page récréative avec une bédé féministe qui ne manque pas de punch.

De gauche, le féminisme à l'uruguayenne? «Pas du tout, se défend Maria Julia Alcoba. *La Republica de la Mujeres*, par exemple, est très féministe, mais n'a pas d'appartenance partisane. Quant à l'Institut femme et société, il est pluraliste. Les seules à avoir quitté le navire sont les communistes.»

Maria Julia Alcoba relève encore que les féministes n'ont pas d'organisation propre au sein des partis. «Tout l'espace politique reste à gagner. La Municipalité de Montevideo vient de faire un premier pas: elle a nommé dernièrement une commission de travail formée de six femmes désignées par une trentaine d'organisations féministes. Son ambition? S'attaquer de front aux problèmes concrets que rencontrent les Uruguayennes dans la vie de tous les jours. Pour que la ville ne soit plus une jungle pour les femmes.

Edwige Tendon

* Instituto Mujer y Sociedad (IMS), Juan Manuel Blanes 1231, 11200 Montevideo, Casilla de Correo 491, Central.

** Inés Cabrera, rue Gilbert 40, 1217 Meyrin.

Note: Nous remercions ici le fils de Mme Cabrera qui a servi d'interprète à FS, Mme Alcoba ne parlant que l'espagnol.



L'Ecole des HEC cherche un

Professeur de mathématiques et de sciences actuarielles, à plein temps

L'enseignement consiste en un cours de mathématiques destiné aux étudiants en sciences économiques et en divers cours actuariels spécialisés.

Entrée en fonction: le 1er septembre 1993. Conditions requises: doctorat; publications scientifiques; qualités pédagogiques.

Avant de déposer leur candidature, les intéressés voudront bien demander le cahier des charges au prof. O. Blanc, Doyen de l'Ecole des HEC, BFSH 1, CH - 1015 Lausanne, tél. 021/692 41 36 fax 021/692 41 46, délai des candidatures: 20 septembre 92.

Soucieuse de promouvoir l'accès de femmes à la carrière académique, l'Université encourage les candidatures féminines.

FEMMES
S U I S S E S

ABONNEZ-VOUS!

POUR LE RECEVOIR CHEZ VOUS 1 année

Fr. 55.-*

NOM: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

N° postal et lieu: _____

J'ai eu ce journal: par une connaissance au kiosque

*(AVS Fr. 48.-. Abonnement de soutien: Fr. 70.- ou plus - étranger Fr. 60.-)

A renvoyer à FEMMES SUISSES, case postale 323, 1227 Carouge